

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 31003]

28 SEPTEMBRE 1995. — Circulaire de la Commission communautaire française adressée aux communes, relative à la subvention spéciale en vue de promouvoir l'intégration et la cohabitation des différentes communautés locales

A. INTRODUCTION

Dès sa déclaration du 18 octobre 1989, la Région de Bruxelles-Capitale a manifesté sa préoccupation devant la problématique de l'intégration des populations d'origine étrangère et de la cohabitation harmonieuse des différentes communautés locales.

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé dès 1990 de consacrer des moyens financiers spécifiques aux actions mises en oeuvre dans ce sens par les communes particulièrement confrontées à ces problématiques. L'utilisation de ces moyens a été réglementée via les circulaires des 29.3.1990, 3.5.1990, 11.7.1991, et 3.12.1992.

Depuis le 1^{er} janvier 1995, cette activité a été transférée à la Commission communautaire française qui gère, depuis cette date et via son service Intégration sociale et professionnelle, les programmes communaux d'intégration-cohabitation et les moyens budgétaires y afférant. C'est ainsi que ces moyens ne peuvent donc dorénavant concerner que des projets mis en oeuvre par des associations francophones et à destination d'un public majoritairement francophone.

La présente circulaire abroge et remplace toutes les précédentes dispositions.

Dans un souci de simplification et de cohérence, l'ensemble des dispositions (critères de participation, financement, axes prioritaires) a été rassemblé en un seul document général. Ces dispositions concernent l'ensemble des projets communaux.

B. PRINCIPES GENERAUX

B.1. Définitions

La notion d'intégration des personnes d'origine étrangère évolue : actuellement, si les adultes "de la première génération" peuvent encore être confrontés à certains problèmes d'intégration (méconnaissance de la langue, difficultés d'adaptation aux structures sociales belges), il n'en est évidemment pas de même pour les jeunes, le plus souvent nés ici, qui se considèrent comme intégrés, même s'ils estiment n'être pas toujours acceptés et vivent souvent des situations de rejet.

Il semble dès lors indiqué de centrer le présent programme sur les deux notions d'intégration et de cohabitation, de donner une priorité à l'insertion sociale des jeunes dans une perspective d'amélioration de la vie quotidienne au sein des quartiers, tout en maintenant les priorités d'actions en matière de cohabitation, notamment par des actions intergénérationnelles et interculturelles.

Intégration : dans la présente circulaire, on entend par "intégration" l'insertion des populations d'origine étrangère dans la vie économique, sociale et culturelle locale et la lutte contre l'exclusion.

Cohabitation : dans la présente circulaire, on entend par "cohabitation" l'établissement de relations respectueuses et positives entre les différentes communautés locales. La cohabitation implique une expérience interculturelle d'échanges et d'interactions, sous peine d'installer des logiques de cloisonnement et d'incompréhension.

B.2. Garantir la transparence et le pluralisme

Le programme d'action en vue de l'intégration et de la cohabitation sera piloté et coordonné par les communes sur base de priorités établies chaque année en nécessaire concertation avec les partenaires locaux privés et publics; ces priorités seront inscrites dans un cahier des charges communal, et présentées au Collège de la Commission communautaire française, après avis écrit de la concertation locale et délibération du Conseil communal. Le programme d'action sera réalisé par les partenaires locaux privés et publics, sur base d'une convention annuelle s'inscrivant dans le cadre du cahier des charges communal.

Ce cahier des charges sera établi à partir d'un état des lieux de la situation, réalisé par les responsables communaux. Afin de privilégier une politique liée à la concertation des partenaires locaux, cet état des lieux tiendra compte des informations fournies par les associations et de leurs suggestions quant aux actions à mettre en oeuvre dans une perspective d'intégration et de cohabitation.

B.3. Privilégier les actions fondamentales

Les présentes subventions visent à créer, à développer ou à renforcer qualitativement et quantitativement des actions prioritaires et durables d'intégration et de cohabitation; elles ne peuvent en aucune manière intervenir pour financer l'infrastructure de base d'une association; leur affectation directe doit être clairement établie, seules les dépenses liées au(x) projet(s) retenu(s) seront acceptées conformément à la liste des dépenses éligibles (voir point E 7).

Le Collège de la Commission communautaire française pourra prendre en compte des projets intercommunaux et soutenir des campagnes thématiques transversales en fonction de priorités régionales. Il adressera aux communes ses priorités en la matière. Les communes seront également invitées à mettre en oeuvre de manière spécifique ou à intégrer dans les actions prévues ces priorités thématiques.

B.4. Garantir les résultats

Les actions doivent déboucher sur de meilleures possibilités d'intégration, de responsabilisation du public bénéficiaire, et sur un accroissement de ses capacités d'autonomie.

Les activités à caractère strictement occupationnel, c'est-à-dire qui n'intègrent pas de manière suffisamment significative dans leurs objectifs la responsabilisation et la prise d'autonomie des publics concernés, ne pourront en aucun cas être prises en considération.

Afin de garantir une réelle synergie avec les partenaires locaux, et les meilleurs résultats possibles des actions en terme d'intégration et d'autonomie des publics concernés, les communes seront chargées de mettre en place une structure de coordination du programme, et de désigner un(e) coordinateur(trice) communal(e), dont les tâches seront clairement définies par un cahier des charges, établi en tenant compte des indications reprises en annexe 2, soumis à l'approbation du Conseil communal. Il est recommandé que la commune mette à la disposition de la coordination et de ses partenaires tous les moyens matériels, techniques, administratifs et de personnel nécessaires à la bonne réalisation du programme d'action.

B.5. Modéliser les actions positives

Dans une perspective de continuité et de mise en place d'une politique communale d'intégration et de cohabitation, et afin de faire profiter l'ensemble des partenaires de ce qui est modélisable, les communes sont invitées à procéder systématiquement à une évaluation des actions entreprises et à tenir compte, lors de l'établissement du cahier des charges de l'année suivante, des enseignements de cette évaluation, tant en termes d'échecs que de réussites. Elles sont également invitées à investir davantage dans les actions les plus significatives et les plus prioritaires en terme d'intégration des populations concernées et de cohabitation des différentes communautés locales.

B.6. Garantir la cohérence et favoriser l'articulation du programme d'intégration-cohabitation dans un projet de développement intégré général reconnaissant les apports de l'ensemble des populations locales dans le respect de la dignité de chacun

La subvention spéciale aux communes pour les programmes d'intégration-cohabitation est à articuler avec tous les moyens dont dispose la commune. Il s'agit, pour autant que cela soit possible, de s'appuyer prioritairement sur les ressources locales mais également sur les partenaires associatifs.

Dans une perspective de développement intégré, et de réussite optimale des actions mises en oeuvre, le programme d'intégration-cohabitation sera situé par rapport aux autres initiatives existantes, et si possible articulé avec celles-ci, que ce soient des initiatives régionales (insertion socio-professionnelle, contrats de quartier, ...), de la Communauté française ou de la Commission communautaire française (zones d'éducation prioritaire, opération Été-jeunes, ...), du Gouvernement fédéral (Fonds d'impulsion pour la politique des immigrés, contrats de sécurité, contrats de solidarité,...), d'instances internationales (programmes européens : Fonds social européen, URBAN, ...).

Dans cette perspective, la transparence la plus nette sera demandée aux responsables de projets en cas de cofinancement des actions d'intégration-cohabitation par d'autres autorités publiques ou par d'autres programmes. La mise en commun d'outils d'évaluation et d'accompagnement des projets pourra être envisagée.

Les communes sont invitées à assurer une cohérence entre les différents programmes visant l'intégration des personnes d'origine étrangère et la cohabitation des différentes communautés locales. Dans ce but, elles privilégieront la gestion conjointe et coordonnée de ces programmes.

Le Collège de la Commission communautaire française recommande vivement

- qu'une seule et même structure de coordination remette avis et propositions sur la gestion de l'ensemble des fonds destinés aux projets d'intégration-cohabitation auxquels la commune est associée;
- que soit systématisé un travail de coordination avec les intervenants des différentes initiatives régionales, communautaires et fédérales citées plus haut.

B.7. Garantir la continuité

Le Collège de la Commission communautaire française souhaite que les programmes d'intégration-cohabitation s'inscrivent dans la durée. Les communes sont donc invitées à définir des axes communaux de priorité en fonction d'un plan à moyen terme, par exemple sur une période de trois ans.

B.8. Campagnes thématiques transversales

Le Collège de la Commission communautaire française fera connaître les priorités thématiques à privilégier de manière transversale dans l'ensemble des actions du programme communal. Le respect des priorités fixées par le Collège sera pris en compte dans la décision finale d'octroi des subventions.

Pour l'année 1996, les priorités proposées sont la mixité et l'implication des familles. Des informations complémentaires sur ce point sont fournies en point F 1.

C. CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE

C.1. Conditions d'accès aux fonds d'intégration-cohabitation

La subvention aux communes est variable annuellement et est fixée en fonction du classement des communes en deux catégories, suivant le modèle mathématique détaillé en annexe 1.

Un score minimum de 9 a pour effet de permettre l'intervention de la Commission communautaire française.

Sont actuellement concernées par cette circulaire les communes suivantes :

- Anderlecht
- Bruxelles-Ville
- Etterbeek
- Forest
- Ixelles
- Jette
- Koekelberg
- Molenbeek
- St Gilles
- St Josse
- Schaerbeek

Ces communes pourront présenter des projets. Elles veilleront à accorder la priorité aux quartiers où il s'avère que la demande est la plus urgente et la plus importante.

Chaque commune participante recevra une subvention forfaitaire de 3.000.000 de francs. C'est au sein de cette enveloppe forfaitaire qu'elle devra aller puiser les ressources nécessaires à la coordination et à l'accompagnement.

Le coordonnateur des programmes désigné par le Collège des Bourgmestres et échevins, outre le secrétariat de la concertation locale, assure le suivi de la gestion des actions et la médiatisation du programme local. Toutes les initiatives prises à ces niveaux le sont en étroite coopération avec les autorités communales désignées à cet effet.

Les moyens supplémentaires seront répartis entre les communes suivant le même modèle d'analyse (cf annexe 1).

Les communes concernées pourront choisir de réserver 5 % du montant global de la subvention qui leur est octroyée pour financer des projets émergeant en cours d'année ou pour répondre à des urgences. Une réserve de petits projets pourra être constituée à cet effet par les communes. Les communes devront cependant veiller à attribuer cette réserve financière éventuelle suffisamment tôt afin que les actions qu'elle finance puissent être terminées dans le même délai que l'ensemble du programme, et n'induisent pas de retard dans la gestion financière du programme communal.

Les communes non répertoriées ci-dessus sont considérées comme non directement concernées. Elles peuvent cependant déposer des projets, à condition que ceux-ci soient articulés en projets-inter-communaux avec ceux d'une commune limitrophe directement concernée, ou que la population concernée par le projet soit issue d'une des communes bénéficiaires du présent programme (par exemple accueil dans leurs équipements et leurs activités des jeunes issus de communes ou de quartiers des communes directement concernées).

C.2. Concertation locale

Les communes désireuses de bénéficier de la subvention de la Commission communautaire française doivent organiser une concertation locale pluraliste réunissant toutes les associations et groupements locaux de citoyens oeuvrant dans la commune ou ayant une action locale significative dans les matières d'intégration et de cohabitation, indépendamment de tout critère politique, philosophique, idéologique, linguistique, religieux ou racial.

Une liste des associations et des initiatives existantes sur le plan local sera établie par la commune. L'ensemble de ces associations sera invité à participer à la concertation. Dès la mise en place de cette concertation, chaque commune fera parvenir aux services du Collège de la Commission communautaire française la liste des partenaires invités. Ceux-ci pourront proposer l'inscription de partenaires complémentaires dans la concertation locale. Le non-suivi de cette proposition peut entraîner l'irrecevabilité du programme communal.

Seront en outre systématiquement invités à participer à la concertation locale les CPAS et les médiateurs sociaux et scolaires. Un représentant du Collège de la Commission communautaire française et un représentant des services du Collège seront également invités à participer à la concertation locale.

La concertation locale est présidée par le Bourgmestre ou par toute autre personne désignée à cet effet par celui-ci.

Chaque concertation locale se dotera d'un règlement d'ordre intérieur qui intégrera d'une part les exigences du Collège de la Commission communautaire française et d'autre part les spécificités locales des mécanismes de concertation.

Le secrétariat de la concertation est assuré par le coordinateur communal des programmes. Celui-ci rédigera les procès-verbaux des réunions et fera au Président une proposition écrite et motivée de programme d'action, laquelle sera ensuite présentée au Conseil communal et transmise aux services du Collège de la Commission communautaire française.

La concertation locale se réunira trois fois au moment de l'introduction des projets

- pour définir l'état des lieux et faire un relevé des besoins sur base de consultations avec les habitants de diverses origines

- pour définir les priorités et le cahier des charges local

- pour examiner les offres répondant au cahier des charges et faire les propositions finalisées de programme communal

Elle se réunira ensuite régulièrement pour faire le point sur l'évolution de ces projets. Ces informations seront consignées dans un procès-verbal qui sera transmis aux services du Collège de la Commission communautaire française.

Elle se réunira au moins deux fois l'an pour évaluer les actions sur le plan qualitatif et quantitatif (voir point C 5). Un modèle d'évaluation reprenant les points sur lesquels cette évaluation doit porter sera fourni aux responsables communaux.

C.3. Cahier des charges, appel d'offres et convention

1. La concertation locale procèdera annuellement à la définition de ses priorités, lesquelles seront consignées dans un cahier des charges local. Il est recommandé d'articuler précisément ce cahier des charges aux différents programmes relevant des politiques d'intégration et de cohabitation.

Le cahier des charges précisera pour chaque priorité communale les objectifs poursuivis, la dimension que la commune souhaite donner aux actions, les résultats escomptés, les types d'actions prioritaires, leurs délais de réalisation, leurs lieux d'implantation, les contraintes spécifiques éventuelles et les budgets indicatifs.

2. Afin de permettre l'appel d'offres, ce cahier sera envoyé à tous les interlocuteurs locaux concernés. Il sera en outre disponible pour consultation à l'administration communale.

Tous les partenaires locaux représentés ou non à la concertation locale peuvent faire une offre sur base d'une ou plusieurs priorités reprises au cahier des charges.

La concertation locale examinera l'ensemble des offres rédigées sur base du cahier des charges et émettra ses recommandations par écrit. Chaque offre sera dûment enregistree et les refus seront motivés et transmis aux services du Collège avec le dossier global.

3. Après vote du conseil communal et approbation par le Collège de la Commission communautaire française, une convention sera signée entre partenaires. Elle spécifiera les droits et obligations de chacun, le montant financier affecté, le budget prévisionnel, les objectifs, les résultats escomptés, les indicateurs d'évaluation, le nombre d'heures d'activités prévues, la planification du projet, l'institution responsable du projet.

4. Procédure de recours

4.1. relative à l'ensemble de la concertation

Lorsqu'il y a conformité entre les conclusions du Collège communal et celles de la concertation locale relatives au programme d'actions, la procédure suit son cours (voir point C 3.3)

En cas de désaccord fondamental entre les avis du Collège communal et de la concertation, le représentant du Collège de la Commission communautaire française entreprend une procédure de médiation.

Si la médiation aboutit, la procédure suit son cours.

Si la médiation venait à échouer, la commune serait invitée à recommencer l'ensemble de la procédure décrite au point C.3, sur base des recommandations formulées par le Collège de la Commission communautaire française et à proposer un nouveau programme d'actions dans un délai maximum de deux mois.

4.2. relative à un promoteur particulier

Si un promoteur s'estime lésé par la décision communale, il peut en informer par écrit le Collège de la Commission communautaire française. Celui-ci peut entreprendre une procédure de médiation entre la commune et ce promoteur.

S'il s'avérait que le budget n'est pas utilisé, le Collège de la Commission communautaire française se réserve le droit de récupérer les sommes non utilisées et de convenir avec l'autorité locale d'une répartition complémentaire.

C.4. Aspects financiers

Les sommes allouées aux associations partenaires du programme communal devront être suffisantes pour permettre la pleine réalisation des actions proposées. Le cas échéant, la commune pourra encourager plusieurs partenaires réalisant des actions similaires à gérer en commun certaines parties de leur projet (partage de locaux, structures de gestion conjointe par exemple) de manière à pouvoir associer au programme communal un maximum de partenaires locaux avec des moyens relativement réduits.

La majorité des moyens financiers, c'est-à-dire au moins 75 % des moyens alloués aux communes, devront être affectés à des dépenses directement liées aux projets. La part des frais généraux autorisée ne peut dépasser 25 % du budget total du projet. Par frais généraux, il convient d'entendre tous les frais non liés aux activités et animations proprement dites ou au personnel (c'est-à-dire : ensemble des frais de téléphone, de gaz, de loyer, d'assurance, d'entretien, de chauffage, de secrétariat, de gestion, de formation ou de supervision du personnel).

En cas de financement d'une action par diverses sources, la transparence sera de rigueur et toute forme de double subventionnement sera exclue. Les services du Collège seront chargés d'y veiller.

C.5. Suivi des projets et évaluation

1. par la commune

La concertation locale assurera le suivi et l'évaluation quantitative et qualitative du dispositif. Elle sera chargée de rassembler tous les éléments pouvant servir à une évaluation continue du projet et à son évaluation finale.

Chaque réunion de la concertation locale fera l'objet d'un procès-verbal transmis aux services du Collège.

Les communes organiseront tous les six mois une réunion formelle d'évaluation de la réalisation du contenu des actions, à laquelle participeront un représentant du Ministre compétent et un représentant de l'administration de la Commission communautaire française.

2. par les services du Collège

a) accompagnement de base et aide à l'amélioration des projets

La Commission communautaire française sera attentive à l'accompagnement des projets.

b) Les services du Collège procéderont à une évaluation trimestrielle des actions sur le plan financier. Ils pourront exiger à tout moment toutes les pièces et toutes les informations leur permettant de procéder à cette évaluation. Ils feront procéder à toute démarche spécifique, enquête générale ou particulière nécessaire.

Dans le cas où la réalisation du programme s'écarterait notablement des intentions initialement prévues, le Collège de la Commission communautaire française suspendra ou retirera son soutien financier.

C.6. Publicité des actions

Dans une réelle perspective d'intégration et de cohabitation, il est absolument nécessaire d'assurer la visibilité des actions menées et de leurs résultats, non seulement auprès des promoteurs, mais aussi des bénéficiaires finals et de l'ensemble de la population.

Les communes veilleront donc à assurer, en collaboration avec les services du Collège, la publicité des actions menées (conférences de presse, publications, affichage des programmes d'activité dans des lieux publics, organisation de débats, etc.)

Les communes seront également tenues de spécifier pour chaque projet le soutien de la Commission communautaire française. L'usage du logo de la Commission en sera l'illustration.

D. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS COMMUNAUX

D.1. Pour être recevable, le dossier communal devra comporter les éléments suivants :

1. les priorités communales, basées sur un état de la situation dans la commune
2. un état des lieux exhaustif des partenaires, associations et initiatives présentes sur le terrain et actives dans les domaines de l'intégration et de la cohabitation
3. une description de la proposition motivée de la concertation communale, précisant la liste et les objectifs des associations partenaires retenues, la forme de coopération et les responsabilités de chaque partie. Une liste des associations écartées sera jointe, et précisera la raison pour laquelle ces associations n'ont pas été retenues.
4. une présentation générale du projet communal, comprenant
 - une description de la situation actuelle relevant les besoins sur l'ensemble du territoire communal, ainsi que les quartiers prioritaires,
 - les objectifs visés par le programme, en adéquation aux axes retenus
 - la méthodologie choisie
 - les questionnaires d'introduction de demande de subvention rentrés pour chaque projet, en ce compris le projet de coordination
 - le budget détaillé par projet : ventilation budgétaire entre dépenses d'investissement, de fonctionnement et de personnel et autres sources de financement éventuelles
 - une copie de la convention liant les différents partenaires de la concertation communale
 - une copie des P.V. de la concertation
 - une copie de la délibération du Conseil communal par laquelle celui-ci approuve le programme communal et désigne le membre du Collège responsable du suivi.

D.2. Durée des actions

Dès liquidation de la première tranche des subventions aux communes, celles-ci sont tenues de les utiliser pour terminer les actions du programme communal au plus tard pour le 30 juin de l'année budgétaire qui suit celle au cours de laquelle la subvention est octroyée.

Il ne sera accordé aucune dérogation à ce principe.

D.3. Calendrier de réalisation

Afin de garantir la meilleure continuité possible des programmes communaux subventionnés dans ce cadre, la procédure suivante est proposée :

1. les communes rentrent auprès des services du Collège, au plus tard le 31 octobre, les programmes communaux qu'elles proposent pour l'année budgétaire qui suit (année de référence);
2. dès réception des dossiers complets, l'instruction et l'analyse des programmes communaux sont réalisées et terminées pour le 31 décembre;
3. dès le vote du budget de l'année de référence, et au plus tard le 31 janvier de cette année, le Collège de la Commission communautaire française, sur base des budgets effectivement affectés aux subventions aux communes en vue de la mise en œuvre du programme d'intégration-cohabitation pour l'année de référence, décide de la répartition des moyens entre les communes.

E. CONDITIONS DE FINANCEMENT

E.1. Le Collège de la Commission communautaire française fixe chaque année le montant affecté au programme d'intégration-cohabitation. Il fixe également le montant de la subvention allouée à chaque commune concernée et en assure le financement, qui pourra être complété par toute autre source publique ou privée.

E.2. La subvention de la Commission communautaire française sera fixée après l'instruction du dossier communal sur base de critères de qualité de conception, de méthodologie, d'organisation et de cohérence du projet global.

E.3. L'instruction du dossier ne commencera qu'après réception de toutes les pièces constitutives de la demande correctement établies (voir point D 14.).

E.4. En cas d'approbation d'un programme communal par le Collège de la Commission communautaire française, une première tranche de 80 % de la subvention décidée sera versée à la commune concernée.

E.5. Le solde de 20 % sera liquidé en une seule opération, après réception des justificatifs liés à l'ensemble des actions du programme communal global et du rapport final d'évaluation. Si la totalité du montant de ce solde ne peut être justifiée valablement, seule la partie justifiée sera liquidée. S'il apparaît au moment du paiement du solde que le montant de 80 % du programme déjà liquidé ne peut être justifié, la commune sera tenue de rembourser les montants non utilisés.

E.6. Les procédures de liquidation par la commune des subventions destinées aux partenaires locaux devront être précisées dans le programme communal. Les communes participant au programme d'intégration-cohabitation sont invitées à avancer les fonds mensuellement aux partenaires concernés dans l'attente de la liquidation des subventions par les services du Collège. Une attention particulière devra être accordée à l'avance des fonds couvrant les traitements et salaires. A défaut de préfinancement des projets par la commune dans l'attente de la décision du Collège de la Commission communautaire française, les communes auront recours à la procédure suivante : dès réception de la première tranche équivalent à 80 % de la subvention, les montants revenant aux associations doivent leur être versés immédiatement.

E.7. Seuls sont déclarés éligibles les frais directement liés aux actions du programme communal, et qui n'auraient pas été occasionnés ailleurs que dans le cadre de cette opération.

Ainsi sont éligibles les dépenses :

- d'animation, de supervision, de formation, d'accompagnement lorsque les intervenants sont spécifiquement affectés par les associations ou la commune à des activités directement liées aux projets subsidiés;
- de location de locaux, d'espaces, de matériel technique ou pédagogique pour autant que ceux-ci soient exclusivement affectés aux projets subsidiés;
- de déplacement des participants, des animateurs et de tout intervenant qui est directement lié aux projets subsidiés;
- d'achat de matériel ou d'investissement nécessaire à l'action sous réserve de l'accord spécifique du Collège des Bourgmestre et échevins justifié auprès des services du Collège de la Commission communautaire française;
- d'administration générale directement liée à l'action et absolument nécessaire à leur déroulement.

Ne sont pas éligibles :

- les rémunérations du personnel communal ou du personnel permanent des associations partenaires, à l'exception des dépenses spécifiques au projet subsidié portées au budget, faites dans le respect des obligations légales;
- les dépenses destinées à combler un déficit des finances des partenaires;
- les dépenses qui sont habituellement prises en charge par les partenaires;
- les dépenses à caractère récurrent installant une obligation de répétition, comme un loyer et toute charge quelconque, à l'exclusion de la part de ces dépenses directement liée au projet subsidié et couvrant la durée de celui-ci;
- toute autre dépense qui serait jugée par le Collège des Bourgmestre et échevins sans rapport avec les impératifs de l'action subsidiée

Pour être prise en compte, toute dépense devra être justifiée par une facture acquittée ou par un document officiellement établi avec preuve de paiement. Lorsqu'un projet fait l'objet d'un cofinancement par un autre partenaire public ou privé, les pièces justificatives au financement de la Commission communautaire française sont à distinguer, et les pièces dont le financement provient de différentes sources doivent porter un cachet de ventilation indiquant clairement la part de financement des différentes sources.

F. TYPES D'ACTIVITES PRIORITAIRES ET METHODOLOGIES

F.1. Priorités

Les priorités privilégiées pour 1996 sont d'une part la mixité, d'autre part l'implication et la responsabilisation des familles.

1.1. La mixité

Cette orientation thématique vise à permettre aux jeunes filles et aux femmes d'échapper à l'enfermement dans des activités considérées comme purement féminines et, dans un souci d'égalité des chances, de participer activement et à responsabilité égale avec les hommes à l'ensemble des actions subventionnées par le programme.

Cette orientation peut aussi inclure des actions de mixité ou de rencontres entre des groupes socialement et culturellement différents dans l'objectif de faire éclater les ghettos.

1.2. L'implication et la responsabilisation des familles

Afin d'éviter dans la mesure du possible les heurts provenant de l'incompréhension entre les générations, incompréhension aggravée par les différences d'origine culturelle nées de l'acculturation des générations élevées en Belgique, la famille devrait être associée aux activités organisées et être l'interlocuteur privilégié des travailleurs sociaux (exemple : initiation à la citoyenneté). Les parents, aussi bien le père que la mère, doivent être associés aux différentes démarches destinées à résoudre les problèmes qui peuvent se poser sur le plan social et familial. Dans cette perspective, il serait important d'entamer une réflexion sur le rôle des différents membres de la famille et notamment celui du père qui peut se trouver exclu de par sa situation sociale.

Vu l'importance du travail de prévention pour une démarche réussie de cohabitation et d'intégration, les actions ne devraient pas se limiter à la tranche d'âge généralement considérée comme la plus "problématique", à savoir celle de l'adolescence, mais concerner également les enfants, les adultes en tant que parents et les personnes âgées.

F.2. Méthodologies

2.1. Priorité à l'action

Le subside octroyé par la Commission communautaire française aux communes pour le programme Intégration-cohabitation devrait être consacré majoritairement et prioritairement à l'action sur le terrain.

Les animateurs doivent être sélectionnés en fonction de leur formation et de leurs compétences. L'efficacité et la qualité de l'action en sera accrue. Exemple : instituteur pour une école de devoirs, artistes de diverses disciplines pour les ateliers créatifs, etc. Les animateurs non qualifiés devraient pouvoir bénéficier d'une formation dispensée par un organisme reconnu, et débouchant sur un certificat de qualification. Ces formations peuvent éventuellement être financées en partie dans le cadre du projet. Il serait souhaitable que la commune prenne en charge une partie de ce budget.

2.2. Priorité à la formation

Dans la mesure où l'un des axes prioritaires du programme est celui de la sensibilisation et de la formation des acteurs et intervenants, il semble important d'attirer l'attention des communes sur les possibilités qui leur sont offertes en matière de formation et de sensibilisation aux questions de sécurité, de salubrité de l'habitat et de prévention liée directement ou indirectement à la santé. Un renforcement de la formation des animateurs dans ce domaine devrait leur permettre de jouer un rôle de relais d'information pour le public concerné.

2.3. priorité à la responsabilisation

La responsabilisation des publics concernés dans les actions du programme est un élément déterminant dans le processus de l'intégration sociale et de la cohabitation. Cet élément doit être intégré dans la méthodologie des actions, afin de garantir que celles-ci :

- permettent au public bénéficiaire de s'inscrire dans une activité structurée favorisant la continuité,
- débouchent sur un produit valorisant pour le public concerné (publication, exposition, animation publique, etc.)
- permettent la participation du public à l'élaboration du projet et son implication progressive à sa gestion,
- favorisent l'apprentissage des règles.

F.3. Types d'actions

Animation des espaces publics

- * renforcement des animations existantes dans un objectif de participation du public bénéficiaire à l'élaboration et la gestion des activités
- * animation d'espaces publics extérieurs (plaines de jeux, stations de métro, centres commerciaux, etc.) par des éducateurs de rue, par des animateurs de plaines de jeux, ...
- * rencontres interculturelles
- * rencontres intergénérationnelles
- * animations sportives
- * animations culturelles
- * animations inter-espaces dans l'optique de rencontre de publics différents culturellement, socialement, etc... (tournois, rencontres intercommunales, etc.)
- * projets d'aménagement ou d'embellissement des locaux en collaboration avec le public bénéficiaire

Initiation à la citoyenneté

- * information concernant la naturalisation et les services communaux
- * pratique des solidarités, notamment par l'impulsion d'actions d'économie sociale de proximité
- * prévention des comportements asociaux
- * dialogue et reconnaissance entre jeunes et la police, les commerçants, etc.
- * la découverte et la réappropriation symbolique de l'espace, notamment par l'apprentissage de l'histoire sociale des quartiers

Sensibilisation des acteurs

- * sensibilisation et formation des acteurs aux questions liées à l'intégration et à la cohabitation : intervenants sociaux, agents de police, agents de quartier, agents des services communaux, agents des CPAS, animateurs, éducateurs de rue, médiateurs sociaux, responsables des services médicaux et des services sociaux
- * information et formation collective du public et des responsables aux questions de sécurité et de salubrité de l'habitat, actions concernant tous les aspects culturels de la convivialité (y compris la lutte contre la création de quartiers-ghettos)
- * actions d'information et de prévention liées directement ou indirectement à la santé (diététique, tuberculose, diabète, saturnisme, toxicomanie, etc.)
- * actions parascolaires et périscolaires : animation dans et autour de l'école, écoles de devoirs, alphabétisation des parents en français, sensibilisation des enseignants et des parents à toutes les pratiques susceptibles d'améliorer la réussite scolaire des enfants, promotion des associations de parents d'élèves. Les actions dans ce domaine seront

privilegiées. Les priorités transversales (mixité et responsabilisation des familles) feront l'objet d'une attention particulière.

Bruxelles, le 28 septembre 1995.

Le Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget,
H. HASQUIN

Le Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé des Affaires sociales,
Ch. PICQUE

Annexe 1

Simulations de répartition des subventions intégration/cohabitation

1. Méthodologie :

Dix critères ont été choisis à la base.

Chaque critère, recensé sur base INS ou IRIS, est codifié suivant des fourchettes qui figurent en annexe; on dispose ainsi d'un ensemble de scores; l'addition de ces scores fournit un total par lequel on divise les scores de chaque commune; c'est de cette façon qu'on obtient un pourcentage de répartition des montants de subvention variables.

2. Liste des variables disponibles et codifiées :

1. Le nombre d'étrangers hors CEE - INS 1994
2. Le revenu moyen par habitant en milliers de francs - INS 1994
3. Le taux de chômage - INS 1994
4. Le pourcentage d'habitations d'avant 1946
5. La valeur en pourcentage centimes additionnels au Précompte Immobilier
6. Le nombre de minimexés
7. Le nombre d'habitants par logement
8. Valeur 1% additionnel à l'Impôt sur les Personnes Physiques
9. Moyenne des scores attribuées entre le pourcentage et le nombre des jeunes (belges et étrangers) de 5 à 19 ans - INS 1994
10. Population totale de la commune - INS 1994

3. La cotation des variables

V1 - nombre d'étrangers hors CEE

Moins de 5000 = 0
5001 à 10000 = 1
10001 à 15000 = 2
15001 à 20000 = 3
+ 20001 = 4

V2 - revenu moyen par habitant en milliers de francs - INS 1990

100 à 199 = 3
200 à 299 = 2
300 à 399 = 1
400 à 499 = 0

V3 - le taux de chômage par 1000 habitants;

≤ à 60 = 0 point
≤ à 73 = 1 point
≤ à 86 = 2 points
> à 86 = 3 points

V4 - le pourcentage d'habitations d'avant 1946; il s'échelonne de 66 à 93%.

Nous trouvons :

60 - 69 - 0 point
70 - 79 - 1 point
80 - 89 - 2 points
90 - 99 - 3 points

V5 - la valeur pourcentage centimes additionnels au précompte mobilier

2 à 2,99 = 3
3 à 3,99 = 2
4 à 4,99 = 1
5 ou + = 0

V6 - le nombre de minimexés; s'échelonne de 87 à 1464; la tranche sera de 200 minimexés

0 à 199 - 0 point
200 à 399 - 1 point
400 à 599 - 2 points
600 à 799 - 3 points
800 à 999 - 4 points
> 1000 - 5 points

V7 - le nombre d'habitants par logement; il s'échelonne de 1.70 à 2.60

1.70/1.80 - 0 point
1.90/2.00 - 1 point
2.10/2.20 - 2 points
> 2.30 - 3 points

V8 - valeur 1% additionnel à l'IPP; elle s'échelonne de 409 à 809; la valeur supérieure est évidemment indice de prospérité.

Nous avons donc :

- > 800 - 0 point
- de 701 à 800 - 1 point
- de 601 à 700 - 2 points
- de 501 à 600 - 3 points
- de 401 à 500 - 4 points

V9 - Moyenne des cotes attribuées entre le % et le nombre de jeunes belges et étrangers de 5 à 19 ans. La moyenne entre les cotes permet de trouver un équilibre entre les grandes communes et les petites communes, sachant que la variable numérique est plutôt favorable aux grandes communes, tandis que le pourcentage privilégie les petites communes.

- % de jeunes belges et étrangers de 5 à 19 ans

< à 4 = 2

< à 9 = 4

< à 14 = 6

> à 14 = 8

- nombre de jeunes

< à 1.081 = 2

< à 5.836 = 4

< à 10.590 = 6

> à 10.590 = 8

V10 - population totale; elle va de 16.000 habitants à 136.000 habitants; on aura :

10.000 - 29.999 - 0 point

30.000 - 49.999 - 1 point

50.000 - 69.999 - 2 points

70.000 - 89.999 - 3 points

90.000 - 109.999 - 4 points

> 110.000 - 5 points

4. Les chiffres par commune :

| Commune | minimax | HA/ LOG | Chom/ 1000hab | IPP | %<46 | nbr j de 5 à 19 ans | % de J de 5 à 19 ans | 1 cent add.PI | ETR hors CEE | revenu moyen |
|--------------|---------|------------|------------------|-----|-------|---------------------------|----------------------------|------------------|--------------------|-----------------|
| Anderlecht | 520 | 2.00 | 72.00 | 573 | 68.00 | 5938 | 6.2 | 2.60 | 10390 | 314 |
| Bruxelles | 1464 | 1.90 | 71.00 | 599 | 75.00 | 12389 | 9.2 | 7.80 | 26358 | 288 |
| Etterbeek | 342 | 1.80 | 56.00 | 711 | 86.00 | 1917 | 4.9 | 3.30 | 3465 | 329 |
| Forest | 129 | 2.00 | 74.00 | 681 | 77.00 | 3599 | 7.8 | 3.00 | 6249 | 337 |
| Ixelles | 463 | 1.80 | 59.00 | 754 | 86.00 | 3583 | 5.0 | 4.00 | 9365 | 281 |
| Jette | 177 | 1.90 | 55.00 | 803 | 66.00 | 1067 | 2.7 | 2.50 | 2219 | 392 |
| Koekelberg | 87 | 1.90 | 72.00 | 702 | 77.00 | 1167 | 7.3 | 2.80 | 2463 | 338 |
| Molenbeek | 534 | 2.10 | 85.00 | 540 | 76.00 | 14330 | 21.1 | 2.30 | 17111 | 272 |
| Saint-Gilles | 809 | 1.70 | 93.00 | 409 | 96.00 | 4873 | 11.6 | 2.90 | 7341 | 240 |
| Saint-Josse | 264 | 2.60 | 90.00 | 423 | 93.00 | 3585 | 16.3 | 4.00 | 9050 | 184 |
| Schaerbeek | 1035 | 2.00 | 86.00 | 533 | 89.00 | 11751 | 11.5 | 2.30 | 24527 | 278 |
| | V6 | V7 | V3 | V8 | V4 | V9 | | V5 | V2 | V1 |

5. Modèle mathématique ayant présidé à la simulation des répartitions communales des subventions intégration-cohabitation

5.1 En fonction des chiffres par commune, une cotation variant entre 0 et 5 points a été attribuée pour l'ensemble des 10 variables retenues en tenant compte de la moyenne et de l'écart-type.

Exemple : pour Schaerbeek, le nombre d'étranger hors CEE est de 24 527; sur la table de conversion ci-annexée, ce chiffre correspond à 4 (cf chapitre 3 V1).

On additionne ainsi tous les points correspondant aux variables pour chaque commune.

Puisqu'il a été décidé en intercabinet de sélectionner l'ensemble des 10 critères, les scores cumulés sont de

21 pour Anderlecht

29 pour Bruxelles

11 pour Etterbeek

15 pour Forest

16 pour Ixelles

9 pour Jette

11 pour Koekelberg

27 pour Molenbeek

26 pour Saint-Gilles

26 pour Saint-Josse

33 pour Schaerbeek

5.3 Ces scores sont totalisés ce qui nous donne 224 points. On détermine alors un pourcentage selon le principe suivant :

- 21/224 pour Anderlecht soit 9.4
- 29/224 pour Bruxelles soit 12.9
- 11/224 pour Etterbeek soit 4.9
- 15/224 pour Forest soit 6.7 et ainsi de suite

5.4 Le montant est composé d'une partie variable et d'une partie fixe. L'existence d'un montant de base permet d'éviter une trop grande disparité entre les communes.

La part de ce montant a été fixée à 3 millions.

La partie variable est multipliée par le pourcentage obtenu au point 5.3 auquel on ajoute le montant fixe de 3 millions.

Exemple : Bruxelles-Ville à $12.9 \times 63\,432\,292 + 3\,000\,000$ soit, 11 212 216

5.5. Le même modèle mathématique est utilisé quelle que soit la variation des montants.

Annexe 2

Cahier des charges des coordonnateurs communaux

[C - 31003]

1. Gestion et coordination des projets Intégration-cohabitation, FIFI et intercommunaux
2. Organisation des synergies et transversalités avec les autres dispositifs communaux
 - * veiller aux complémentarités
 - * encourager les partenariats
 - * éviter les doubles emplois
 - * favoriser la circulation de l'information d'un dispositif à l'autre
3. Gestion technique et administrative
 - * élaboration du cahier des charges communal
 - * réception de l'appel d'offres
4. Gestion financière
 - * réception et vérification des justificatifs
 - * transmission des justificatifs aux administrations concernées
 - * organisation des contacts avec les services d'inspection de la Commission communautaire française
5. Suivi des projets
 - * veiller à la concordance des projets par rapport au cahier des charges, aux conventions et à l'arrêté-cadre
6. Organisation des réunions de concertation
 - * mensuelles
 - * semestrielles
7. Evaluation des projets
 - * intermédiaires
 - * finale
8. Information des partenaires et médiatisation du programme

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C - 31003]

28 SEPTEMBER 1995. — Omzendbrief van de Franse Gemeenschapscommissie ter attentie van de gemeenten inzake de bijzondere toelage voor de bevordering van de integratie en de samenleving van de verschillende plaatselijke leefgemeenschappen

A. INLEIDING

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft, sinds haar verklaring op 18 oktober 1989, steeds haar bezorgdheid geuit i.v.m. de integratieproblematiek van vreemde volken alsook i.v.m. de vreedzame samenleving tussen de verschillende plaatselijke leefgemeenschappen.

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve besliste vanaf 1990 financieel meer tussen te komen in de bijzondere actieplannen van de gemeenten die met dit probleem geconfronteerd worden. Deze bemiddeling werd gereguleerd door de omzendbrieven van 29.3.1990, 3.5.1990, 11.7.1991 en 3.12.1992.

Sinds 1 januari 1995 werd deze activiteit overgedragen aan de Franse Gemeenschapscommissie die vanaf dat ogenblik door haar Dienst Sociale Integratie en Inschakeling in het Arbeidsproces zich ontfemde over de gemeente-projecten voor Integratie en Samenleving en besliste over het budget en aanverwante zaken. Zo kunnen deze middelen in de toekomst slechts aanbesteed worden voor projecten die door Franstalige verenigingen op het getouw worden gezet en die in hoofdzaak bedoeld zijn voor een Franstalig publiek.

Alle vorige bepalingen worden door deze omzendbrief opgeheven en vervangen.

Met het oog op versoepeling en samenhang werden alle bepalingen (criteria aangaande inspraak, financiering, voorrangmaatregelen) in één enkel document verzameld. Deze bepalingen handelen over alle gemeenteprojecten.

B. ALGEMENE BEGINSELEN.

B.1. Definities

Het begrip integratie van vreemdelingen evolueert : als de ouderen van de "eerste generatie" vandaag de dag nog geconfronteerd worden met bepaalde integratieproblemen (geen kennis van de taal, aanpassings- moeilijkheden aan de Belgische sociale structuren), dan wil dit nog niet zeggen dat de jongeren, vaak in België geboren en geïntegreerd, dit ook ondervinden, zelfs als zij vinden niet altijd aanvaard te worden en vaak verstoten zijn.

We worden er derhalve op gewezen dit programma te kaderen in beide begrippen, nl. deze van integratie en samenleving. Om voorrang te geven aan de sociale integratie van de jongeren om het dagelijkse leven in de wijken op te peppen, met behoud van de voorrang van de actieplannen inzake samenleving, zoals intergenerationale en interculturele acties.

Integratie : in deze omzendbrief verstaat men onder "integratie" de opname van vreemdelingen in het plaatselijk economisch, sociaal en cultureel leven en de strijd tegen de uitsluiting.

Samenleving : in deze omzendbrief verstaat men onder "samenleven" het aangaan van relaties op eerbiedwaardige en positieve wijze tussen de verschillende plaatselijke gemeenschappen. Samenleven vereist een interculturele ervaring op het gebied van uitwisselingen en wisselwerkingen, op risico van hokjesgeest en onbegrip.

B.2. Klarheid en pluralisme verzekeren

Het actieplan voor integratie en samenleving zal geleid en gecoördineerd worden door de gemeenten op basis van de jaarlijkse prioriteiten die overleg met de lokale privé- en publieke partners vereisen. Deze prioriteiten zullen ingeschreven worden in een gemeentelijk lastenboek en voorgesteld aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie, na geschreven advies van het plaatselijke overleg en na beraad van de gemeenteraad. Het actieplan zal tot stand komen door medewerking van de lokale privé- en publieke partners op basis van een jaarlijkse conventie ingeschreven in het gemeentelijk lastenboek.

Het lastenboek zal opgesteld worden uitgaande van een inventaris en uitgevoerd door de verantwoordelijken van de gemeenten. Om een bevoorrecht beleid waarbij overleg met de lokale partners vereist is te bewerkstelligen moet deze inventaris rekening houden met de gegevens die door de verenigingen werden verstrekt evenals met de voorstellen inzake de acties die in het kader van de integratie en samenleving dienen gevoerd te worden.

B.3. De fundamentele plannen bevoorrechten

Deze toelagen hebben als doel de prioritaire en duurzame acties voor integratie en samenleving in het leven te roepen, deze verder uit te werken of ze kwantitatief en kwalitatief te verbeteren; ze mogen in geen opzicht dienen voor de financiering van de basisinfrastructuur van een vereniging; hun rechtstreekse bestemming moet duidelijk vastgesteld zijn, enkel de uitgaven die verband houden met het(de) weerhouden project(en) worden aanvaard in overeenkomst met de lijst van de hiervoor in aanmerking gebrachte uitgaven (zie punt E 7).

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie zal de intercommunale projecten kunnen weerhouden en gelijkaardige campagnes steunen naargelang de gewestelijke belangen. Het zal aan de gemeente zijn prioriteiten ter zake kenbaar maken. De gemeenten zullen eveneens verzocht worden om deze thema's op een welbepaalde manier bij voorrang uit te voeren of ze in deze plannen op te nemen.

B.4. De resultaten waarborgen

De initiatieven moeten betere integratiemogelijkheden bieden, alsook het verantwoordelijkheidsgevoel van de doelgroep en de autonomie verhogen.

Activiteiten die niet voldoende aandacht besteden aan het verantwoordelijkheidsgevoel en de autonomie van de doelgroepen kunnen in geen enkel geval in aanmerking worden genomen.

Om een betere samenwerking met de plaatselijke partners te verzekeren en de best mogelijke resultaten te boeken op het vlak van de initiatieven en autonomie van de doelgroepen, zullen de gemeenten de coördinatie van het programma moeten structureren en een gemeentelijke coördinator of coördinatrice aanstellen waarvan de taken duidelijk omschreven worden door een lastenboek dat rekening houdt met de gegevens vermeld in bijlage 2, goedgekeurd door de Gemeenteraad. Het is aanbevolen dat de gemeente alle materiële, technische, administratieve middelen evenals het nodige personeel ter beschikking stelt van het coördinatieorgaan en haar partners voor de goede uitvoering van het actieplan.

B.5. De goede initiatieven als voorbeeld stellen

Met het oog op continuïteit en invoering van een gemeentelijk integratie- en samenlevingsbeleid en om alle partners te laten genieten van wat voorbeeldig is, worden de gemeenten verzocht om systematisch over te gaan tot een beoordeling van de genomen initiatieven en om bij de opmaak van het lastenboek van het komend jaar rekening te houden met de resultaten van deze beoordeling, zowel op het vlak van de mislukkingen als van de successen. Zij worden eveneens verzocht nog meer te besteden aan de meest betekenisvolle en prioritaire initiatieven voor integratie van de doelgroepen en samenleving van de verschillende leefgemeenschappen.

B.6. De samenhang waarborgen en het programma integratie-samenleving in een algemeen geïntegreerd ontwikkelingsproject samenbrengen waarbij de inbreng van de hele plaatselijke bevolking, met respect voor de waardigheid van eenieder, erkend wordt.

De bijzondere toelage aan de gemeenten voor de programma's van integratie en samenleving moet gekoppeld worden aan alle middelen waarover de gemeente beschikt. Men moet vooral, voor zover dit mogelijk is, gebruik maken van de plaatselijke middelen maar ook van de partners.

Met het oog op een geïntegreerde ontwikkeling en een optimaal welslagen van de uitgevoerde initiatieven, zal het programma integratie-samenleving naast de andere initiatieven worden geplaatst en, indien mogelijk, aan deze laatste worden gekoppeld ongeacht het gaat om gewestelijke initiatieven (sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces, wijkcontracten,...), initiatieven van de Franse Gemeenschap of van de Franse Gemeenschapscommissie (prioritaire onderwijszone, opération Eté-jeunes,...), van de Federale Regering (Fonds ter bevordering van het migrantenbeleid, veiligheidscontracten, solidariteitscontracten,...), van internationale instanties (Europese programma's : Europees Sociaal Fonds, URBAN,...).

Vanuit dit standpunt zal, in geval van co-financiering van de initiatieven integratie-samenleving door andere openbare overheden of door andere programma's, de grootste klarheid gevraagd worden aan de verantwoordelijken van de ontwerpen. Het samenbrengen van de beoordelings- en begeleidingsinstrumenten van de projecten kan worden gepland.

De gemeenten worden verzocht een samenhang te verzekeren tussen de verschillende programma's met het oog op de integratie van vreemdelingen en de samenleving van de verschillende plaatselijke leefgemeenschappen. Hiervoor zullen zij voorrang geven aan een gemeenschappelijk en gecoördineerd beleid van deze programma's.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie beveelt ten sterkste aan

- dat één en dezelfde coördinatiestructuur advies verleent en voorstellen doet over het beheer van de fondsen voor de integratie- en samenlevingsprojecten waaraan de gemeente verbonden is;
- dat de coördinatie systematisch geschiedt met de bovenvermelde initiatiefnemers op gewestelijk, communautair en federaal niveau.

B.7. Continuïteit verzekeren

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie wenst dat de programma's voor integratie en samenleving continu moeten zijn. De gemeenten worden dus verzocht om hun prioritaire gemeentelijke doelstellingen te omschrijven in functie van een plan op middellange termijn, bijvoorbeeld over een periode van drie jaar.

B.8. Gelijkaardige campagnes

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie zal de thema's kenbaar maken die dezelfde voorrang krijgen als de andere plannen die vervat zitten in het gemeentelijk programma. Het eerbiedigen van de prioriteiten die bepaald zijn door het College zal bij de definitieve beslissing tot toekenning van de toelagen in acht worden genomen.

Voor 1996 wil men voorrang geven aan het gemengd karakter en de betrokkenheid van de gezinnen. Bijkomende informatie hierover vindt men onder punt F 1.

C. UITVOERINGSVOORWAARDEN

C.1. Toelatingsvoorwaarden tot het fonds voor integratie en samenleving

De toelagen aan de gemeenten verandert jaarlijks en wordt vastgesteld in functie van de onderverdeling van de gemeenten in twee categorieën, volgens het in bijlage 1 uitgewerkt wiskundig model.

Een minimumscore van 9 geeft recht op een bijdrage van de Franse Gemeenschapscommissie.

Deze omzendbrief heeft momentueel betrekking op de volgende gemeenten :

- Anderlecht
- Brussel-Stad
- Etterbeek
- Vorst
- Elsene
- Jette
- Koekelberg
- Molenbeek
- Sint-Gillis
- Sint-Joost
- Schaarbeek

Deze gemeenten kunnen hun projecten voorstellen. Zij zullen ervoor zorgen dat voorrang wordt gegeven aan de wijken waar de vraag het dringendst en het belangrijkste is.

Iedere deelnemende gemeente zal een forfaitaire toelage van 3.000.000 frank krijgen. Met dit bedrag zal zij moeten voorzien in de middelen noodzakelijk voor de coördinatie en de begeleiding.

Naast het secretariaat voor plaatselijk overleg zorgt de programmacoördinator, aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen, voor de opvolging van het beleid van de initiatieven en de mediatie van het plaatselijk programma. Dit geldt voor alle initiatieven genomen op dit niveau en dit in nauwe samenwerking met de gemeente-overheden die hiertoe zijn aangesteld.

De bijkomende middelen zullen onder de gemeenten worden verdeeld volgens hetzelfde analysemodel (zie bijlage 1).

De betrokken gemeenten zijn vrij 5% van het totaal bedrag van de hen toegekende toelage te besteden aan projecten van dat jaar of voor dringende zaken. Een reserve kan door de gemeenten worden aangelegd voor kleine ontwerpen. Deze laatste moeten er echter voor zorgen dat deze financiële reserve tijdig wordt toegekend zodat de initiatieven die zij financiert gelijktijdig kunnen beëindigd worden met het hele programma en geen financiële achterstand veroorzaken in het beleid van het gemeentelijk programma.

De gemeenten die niet in de hierboven vermelde lijst voorkomen zijn niet rechtstreeks betrokken. Zij kunnen echter wel projecten voorstellen, op voorwaarde dat deze deel uitmaken van intercommunale projecten samen met die van een aangrenzende en rechtstreeks betrokken gemeente of dat de bevolking die betrokken is bij het project uit een van de begunstigde gemeenten van dit programma komt (bv. onthaal in hun accommodaties en de jongerenactiviteiten uit de gemeenten of gemeentewijken die rechtstreeks betrokken zijn).

C.2. Lokaal overleg

De gemeenten die in aanmerking willen komen voor een toelage van de Franse Gemeenschapscommissie moeten een lokaal pluralistisch overleg organiseren met alle verenigingen en groeperingen van burgers die werkzaam zijn in de gemeente of die een betekenisvol plaatselijk initiatief nemen op het vlak van integratie en samenleving los van elk politiek, filosofisch, ideologisch, linguïstisch, godsdienstig of raciaal criterium.

Een lijst van de plaatselijke bestaande verenigingen en initiatieven zal worden opgesteld door de gemeente. Al deze verenigingen zullen uitgenodigd worden om deel te nemen aan het debat. Zodra dit overleg gestart is, zal iedere gemeente aan de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie de lijst overmaken van de uitgenodigde partners. Deze kunnen dan de inschrijving voorstellen van bijkomende partners in het plaatselijk overleg. Indien dit voorstel niet wordt aanvaard, kan het gemeentelijk programma niet ontvankelijk worden verklaard.

De OCMW's en de bemiddelaars van de sociale sector en van het onderwijs worden systematisch uitgenodigd om deel te nemen aan het plaatselijk overleg. Een vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en een vertegenwoordiger van de dienst van het College zullen eveneens worden uitgenodigd om deel te nemen aan het lokaal overleg.

Het lokaal overleg wordt voorgezeten door de Burgemeester of door om het even welke persoon die door deze laatste hiertoe wordt aangewezen.

Ieder lokaal overleg zal beschikken over een huishoudelijk reglement welke enerzijds de wensen van de Franse Gemeenschapscommissie zal inhouden en anderzijds de plaatselijke bijzonderheden van de overlegmechanismen.

Het overlegsecretariaat wordt verzorgd door de gemeentelijke programmacoördinator. Deze stelt de verslagen van de vergaderingen op en maakt een geschreven en gemotiveerd voorstel van het actieprogramma over aan de Voorzitter. Dit voorstel wordt nadien voorgelegd aan de gemeenteraad en overgemaakt aan de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het plaatselijk overleg komt driemaal bijeen wanneer de projecten worden ingediend. Dit om :

- een inventaris te maken en een lijst van de noden op basis van de raadplegingen van de bewoners van verschillende afkomst op te stellen
- de prioriteiten en het plaatselijk lastenboek vast te leggen
- de offertes die tegemoetkomen aan het lastenboek te onderzoeken en de eindvoorstellen van het gemeentelijk programma te doen

Het zal nadien regelmatig gehouden worden om de balans op te maken van de evolutie van de projecten. De resultaten zullen opgenomen worden in een verslag dat overgemaakt zal worden aan de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het overleg zal ten minste tweemaal per jaar gehouden worden om de initiatieven op kwalitatief en kwantitatief vlak te beoordelen (zie punt C 5). Een beoordelingsmodel met vermelding van de criteria zal worden overhandigd aan de gemeenteverantwoordelijken.

C.3. Lastenboek, offerteaanvraag en overeenkomst

1. Het lokaal overleg zal jaarlijks overgaan tot de vaststelling van haar prioriteiten dewelke opgetekend zullen worden in een plaatselijk lastenboek. Het is aanbevolen dit lastenboek duidelijk te koppelen aan de verschillende programma's inzake het integratie- en samenlevingsbeleid.

Het lastenboek bepaalt voor iedere gemeentelijke prioriteit de vooropgestelde doelstellingen, de omvang die de gemeente wenst te geven aan de initiatieven, de behaalde resultaten, de verschillende prioritaire initiatieven, de termijn voor de verwezenlijking, de vestigingsplaatsen, de eventueel bijzondere regels en de vooropgestelde begrotingen.

2. Om de offerteaanvraag mogelijk te maken, zal dit boek verzonden worden naar alle betrokken plaatselijke gesprekspartners. Het gemeentebestuur zal het bovendien ter beschikking stellen voor inzage.

Alle plaatselijke partners, al dan niet vertegenwoordigd op het plaatselijk overleg, kunnen een offerte doen op basis van één of meerdere prioriteiten uit het lastenboek.

Het plaatselijk overleg zal alle opgetekende offertes onderzoeken aan de hand van het lastenboek en zal haar aanbevelingen schriftelijk kenbaar maken. Iedere offerte zal op een behoorlijke wijze geregistreerd worden en de weigeringen met redenen omkleed om nadien verzonden te worden naar de diensten van het College samen met het volledige dossier.

Na stemming van de gemeenteraad en goedkeuring van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zal er een overeenkomst ondertekend worden door de partners. Hierin worden de rechten en plichten van eenieder vermeld, alsook het bedrag dat ervoor wordt toegekend, de voorbegroting, de doelstellingen, de behaalde resultaten, de beoordelingsindicatoren, het aantal uren van geplande activiteiten, de planning van het project en de instelling die verantwoordelijk is voor het project.

4. Procedure voor beroep

4.1 aangaande het gehele overleg

Als de besluiten van het Schepencollege en deze van het lokaal overleg m.b.t. het actieprogramma overeenstemmen, dan wordt de procedure verdergezet (zie punt C 3.3).

Indien de adviezen van het Schepencollege in hoofdzaak verschillen van deze van het overleg, dan zal de vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie een bemiddelingsprocedure starten.

Indien deze laatste lukt, wordt de procedure verdergezet.

Mislukt deze bemiddelingsprocedure, dan wordt de gemeente verzocht de hele procedure beschreven in punt C 3 te herbeginnen op basis van de aanbevelingen van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en een nieuw actieprogramma voor te stellen binnen de termijn van twee maanden.

4.2 aangaande een privé-promotor

Als een promotor zich benadeeld voelt door een gemeentebeslissing, dan kan hij het College van de Franse Gemeenschapscommissie hiervan schriftelijk op de hoogte te stellen. Dit College kan dan een bemiddelingsprocedure op gang te brengen tussen de gemeente en de promotor.

Als zou blijken dat de begroting niet werd aangewend, dan behoudt het College van de Franse Gemeenschapscommissie zich het recht voor de niet gebruikte bedragen terug te vorderen en met de plaatselijke overheid een complementaire verdeling overeen te komen.

C.4. Financiële aspecten

De sommen toegekend aan de partnerverenigingen moeten voistaan voor de volledige verwezenlijking van de voorgestelde initiatieven. Zoniet kan de gemeente verschillende partners met dezelfde initiatieven ertoe aanzetten gezamenlijk een deel van hun project te beheren (bv. gedeelde kantoren, gezamenlijke beheerstructuren) om zoveel mogelijk plaatselijke partners bij het gemeentelijk programma te betrekken met relatief beperkte middelen.

Het merendeel van de financiële middelen, d.w.z. tenminste 75% van de toegekende middelen aan de gemeenten, moeten worden aangewend voor uitgaven die rechtstreeks verband houden met de projecten. Het toegelaten deel van de algemene onkosten mag niet meer bedragen dan 25% van de totale begroting van het project. Onder algemene onkosten dient men te verstaan alle kosten die geen verband houden met de eigenlijke activiteiten of met het personeel (d.w.z. : onkosten voor telefoon, gas, huur, verzekering, onderhoud, verwarming, secretariaat, beheer, opleiding en toezicht op het personeel).

Als een initiatief gefinancierd wordt door meerdere bronnen, dan is overzichtelijkheid geboden en is iedere vorm van dubbele subsidiëring uitgesloten. De diensten van het College worden belast met de controle hierop.

C.5. Opvolging en evaluatie van de projecten

1. door de gemeente

Het plaatselijk overleg verzorgt de opvolging evenals de kwantitatieve en kwalitatieve beoordeling van het initiatief. Bij het overleg moeten alle gegevens verzameld worden die kunnen dienen voor de permanente evaluatie van het project alsook voor haar eindbeoordeling.

Elke vergadering van het plaatselijk overleg maakt het voorwerp uit van een verslag dat overgemaakt wordt aan de diensten van het College.

De gemeenten zullen iedere zes maand een formele vergadering houden tot beoordeling van de uitwerking van de inhoud van de initiatieven waaraan een vertegenwoordiger van de bevoegde Minister en een vertegenwoordiger van het Bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie zullen deelnemen.

2. door de diensten van het College

a) basisbegeleiding en bijstand ter verbetering van de projecten

De Franse Gemeenschapscommissie zal toezien op de begeleiding van de projecten.

b) de diensten van het College zullen om de drie maanden de initiatieven financieel doorlichten. Zij kunnen op ieder ogenblik alle stukken en gegevens opvragen teneinde een oordeel te kunnen vellen. Zij kunnen overgaan tot iedere noodzakelijke handeling of ieder algemeen of bijzonder onderzoek.

In het geval dat de uitvoering van het programma sterk zou afwijken van hetgeen voorzien is, dan zal het College van de Franse Gemeenschapscommissie haar financiële steun opschorten of intrekken.

C.6. Bekendmaking van de acties

Met het oog op integratie en samenleving is het absoluut noodzakelijk dat de initiatieven en hun resultaten opgemerkt worden, niet alleen bij de promotoren maar ook bij de begunstigden en de bevolking.

De gemeenten zullen dus, in samenwerking met de diensten van het College, moeten zorgen voor de bekendmaking van de initiatieven (persconferenties, uitgaven, aanplakking van de activiteitenkalender op openbare plaatsen, organisatie van debatten, enz.).

De gemeenten moeten ook voor elk project melding maken van de steun van de Franse Gemeenschapscommissie. Het gebruik van het logo van de Commissie is daarvan het bewijs.

D. VOORWAARDEN TOT ONTVANKELIJKHEID VAN DE GEMEENTELIJKE INITIATIEVEN

D.1. Om ontvankelijk te zijn moet het gemeentedorossier de volgende elementen bevatten :

1. de gemeenteprioriteiten op basis van de toestand in de gemeente
2. een gedetailleerd overzicht van de partners; de plaatselijke verenigingen en initiatieven die actief zijn op het vlak van integratie en samenleving
3. een beschrijving van het met reden omkleed voorstel van het gemeentelijk overleg met inbegrip van een lijst en de doelstellingen van de weerhouden partnersverenigingen, de manier van samenwerking en de verantwoordelijkheden van elke partij. Een lijst van de verworpen verenigingen zal worden toegevoegd en zal de reden vermelden waarom deze laatsten niet werden weerhouden.

4. Een algemene voorstelling van het gemeentelijk project met

- een beschrijving van de huidige toestand met vermelding van de noden van de hele gemeente, alsook van de prioritaire wijken,
- de doelstellingen van het programma afgestemd op de weerhouden hoofdlijnen,
- de gekozen methodologie,
- de vragenlijsten tot indiening van een aanvraag van een toelage voor elk project met inbegrip van het coördinatieproject,
- de gedetailleerde begroting per project : uitsplitsing in investeringsuitgaven, werkingskosten en personeelskosten en andere eventuele uitgaven,
- een afschrift van de overeenkomst tussen de verschillende partners van het gemeentelijk overleg,
- een afschrift van het verslag van het overleg,
- een afschrift van de beslissing van de Gemeenteraad tot goedkeuring van het gemeentelijk programma en tot aanduiding van het Lid van het College verantwoordelijk voor de opvolging.

D.2. Duur van de acties

Vanaf de eerste uitkering van de toelagen aan de gemeenten zijn deze laatsten verplicht ze aan te wenden om de acties van het gemeentelijk programma te beëindigen ten laatste vóór 30 juni van het begrotingsjaar volgend op datgene tijdens hetwelke de toelage is toegekend.

Van deze regel zal niet worden afgeweken.

D.3. Uitvoeringsschema

Teneinde de best mogelijke continuïteit van de gesubsidieerde gemeentelijke programma's in dit kader te waarborgen, wordt de volgende procedure voorgesteld :

1. de gemeenten dienen ten laatste op 31 oktober de gemeentelijke programma's voor het komende begrotingsjaar bij de diensten van het College in te dienen (referentiejaar);
2. vanaf ontvangst van de volledige dossiers dienen de gemeentelijke programma's voor 31 december onderzocht en geanalyseerd te worden;
3. vanaf het ogenblik dat de begroting van het referentiejaar gestemd wordt en dit ten laatste op 31 januari van dat jaar, beslist het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot verdeling van de middelen onder de gemeenten, op basis van de begrotingen die daadwerkelijk worden aangewend voor de toelagen aan de gemeenten met het oog op de uitvoering van het programma voor integratie en samenleving voor het referentiejaar.

E. FINANCIERINGSVOORWAARDEN

E 1. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bepaalt ieder jaar het bedrag dat wordt aangewend voor het programma van integratie en samenleving. Het bepaalt eveneens het bedrag van de toelage dat aan iedere betrokken gemeente wordt uitgekeerd en zorgt voor de financiering ervan, dewelke kan worden aangevuld door om het even welke private of publieke bron.

E 2. De toelage van de Franse Gemeenschapscommissie zal worden vastgesteld na onderzoek van het gemeentelijk dossier op basis van de kwaliteitscriteria inzake ontwerp, methodologie, organisatie en samenhang van het globaal plan.

E 3. Het onderzoek van het dossier zal slechts beginnen na ontvangst van alle onderscheiden en correct opgestelde stukken van de aanvraag (zie punt D 1.4.).

E 4. In geval van goedkeuring van een gemeentelijk programma door het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt een eerste uitkering van 80% van de toegekende toelage gestort aan de betrokken gemeente.

E 5. De resterende 20% zal uitgekeerd worden in één keer na ontvangst van de bewijsstukken van alle initiatieven van het globale gemeentelijk plan en van het eindbeoordelingsverslag. Als het totaal van dit resterend bedrag niet op geldige wijze kan worden gerechtvaardigd, dan zal enkel het gerechtvaardigd gedeelte vereffend worden. Als op het ogenblik van de betaling van het resterende bedrag blijkt dat de 80% van het reeds gestorte bedrag voor het programma niet kan worden gerechtvaardigd, dan zal de gemeente de niet gebruikte bedragen terug moeten storten.

E 6. De betalingsprocedures door de gemeente van de toelagen aan de lokale partners moeten in het gemeentelijk plan gespecificeerd worden. De gemeenten die deelnemen aan het programma integratie-samenleving worden verzocht de fondsen maandelijks voor te schieten aan de betrokken partners, in afwachting van de betaling van de toelagen door de diensten van het College. Een bijzondere aandacht zal moeten worden besteed aan de voorschotten voor de salarissen en lonen. Bij gebrek aan voorlopige financiering van de projecten door de gemeente in afwachting van de beslissing van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zullen de gemeenten gebruik kunnen maken van de volgende procedure : vanaf ontvangst van de eerste uitkering gelijk aan 80% van de toelage moeten de bedragen onmiddellijk aan de verenigingen gestort worden.

E 7. Enkel de onkosten die rechtstreeks voortvloeien uit de acties van het gemeentelijk programma en die alleen op deze laatste betrekking hebben, komen in aanmerking.

Aldus zijn de volgende uitgaven gerechtvaardigd :

- uitgaven voor animatie, toezicht, opleiding, begeleiding wanneer de betrokkenen daadwerkelijk behoren tot de verenigingen of tot de gemeente voor de activiteiten die rechtstreeks verband houden met de gesubsidieerde projecten;
- uitgaven voor het huren van lokalen, ruimten, technisch of pedagogisch materiaal voor zover dat deze laatste uitsluitend gebruikt worden voor de gesubsidieerde projecten;

- uitgaven voor verplaatsingen van de deelnemers, de entertainers en iedere persoon die rechtstreeks betrokken is bij de gesubsidieerde projecten;

- uitgaven voor de aankoop van materiaal of voor investeringen die nodig zijn bij de actie, onder voorbehoud van het akkoord van het College van burgemeester en schepenen gerechtvaardigd bij de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

- algemene bestuursuitgaven die rechtstreeks voortvloeien uit het initiatief en die daadwerkelijk nodig zijn voor het verder verloop.

Zijn niet gerechtvaardigd :

- de bezoldigingen van het gemeentepersoneel of van het vast personeel van de partnerverenigingen in naleving van de wettelijke verplichtingen, met uitzondering van specifieke uitgaven van het gesubsidieerd project vervat in de begroting;

- de uitgaven bestemd voor het aanvullen van het financieel tekort van de partners;

- de uitgaven die normaal voor rekening zijn van de partners;

- de uitgaven met terugkerend karakter welke een verplichting tot herhaling inhouden, zoals de huur en iedere andere last, met uitzondering van dat gedeelte van deze uitgave dat rechtstreeks verband houdt met het gesubsidieerd project voor de hele duur ervan;

- elke andere uitgave dat volgens het College van burgemeester en schepenen geen betrekking heeft op de vereisten van het gesubsidieerd initiatief.

Om in rekening te worden gebracht dient elke uitgave verantwoord te worden door een betaalde factuur of door een officieel document met betalingsbewijs. Wanneer een project het voorwerp uitmaakt van een cofinanciering door een andere publieke of privé-partner moet er een onderscheid gemaakt worden tussen de bewijsstukken voor de financiering van de Franse Gemeenschapscommissie en moeten de documenten waarvan de financiering uit verschillende bronnen voortkomt een kostenverdeling omvatten die duidelijk het financieringsgedeelte van de verschillende bronnen aangeeft.

F. VORMEN VAN PRIORITAIRE INITIATIEVEN EN METHODOLOGIE

F.1. Prioriteiten

De bevoorrechte prioriteiten voor 1996 zijn enerzijds het gemengd karakter en anderzijds de betrokkenheid en het verantwoordelijkheidsgevoel van de gezinnen.

1.1 Het gemengd karakter

Deze thematische oriëntatie wil jonge meisjes en vrouwen behoeden voor de opsluiting in activiteiten die als typisch vrouwelijk worden beschouwd en met het oog op gelijke kansen hen actief en met gelijke verantwoordelijkheid als de mannen deel te laten nemen aan de gesubsidieerde initiatieven van het programma.

Deze oriëntatie kan ook initiatieven van gemengd karakter inhouden of ontmoetingen tussen verschillende sociale en culturele groepen om de getto's te doen verdwijnen.

1.2 De betrokkenheid en het verantwoordelijkheidsgevoel van de gezinnen

Om de geschillen die voortvloeien uit het onbegrip tussen de generaties zo goed mogelijk te vermijden, onbegrip dat versterkt wordt door de verschillen van culturele oorsprong ontstaan uit de aanpassing van de generaties die in België zijn opgegroeid, moet het gezin betrokken worden bij de georganiseerde initiatieven en de bevoorrechte gesprekspartner zijn van de sociale assistenten (bv. : inwijding in de burgerzin). De ouders, zowel de vader als de moeder, moeten betrokken worden bij de verschillende pogingen die men onderneemt om de problemen op te lossen op familiaal en sociaal vlak. Vanuit dit standpunt zou het belangrijk zijn eens na te denken over de rol van de verschillende gezinsleden en meer bepaald die van de vader die zich door zijn sociale toestand overstoten kan zijn.

Gezien het belang van de preventieve werkzaamheden voor een geslaagde poging tot samenleving en integratie, zouden de acties zich niet mogen beperken tot de leeftijdsgroep welke algemeen wordt beschouwd als de meest "problematische" nl. de adolescenten, maar moeten deze zich ook richten tot de kinderen, de volwassenen als ouders evenals tot de bejaarden.

F.2. Methodologie

2.1. Voorrang aan het initiatief

De subsidie die aan de gemeenten toegekend wordt door de Franse Gemeenschapscommissie voor het programma integratie en samenleving zou in hoofdzaak en bij voorrang besteed moeten worden aan de actie op het terrein.

De entertainers moeten worden gekozen in verhouding tot hun opleiding en hun bevoegdheden. De doeltreffendheid en de kwaliteit van de actie zal erdoor verbeteren. Een voorbeeld : een lesgever voor eert takschool, artiesten van allerlei disciplines voor de creatieve werkplaatsen, enz. De niet-geschoolde entertainers zouden moeten kunnen

gerieten van een opleiding in een erkende instelling die op het einde ervan een attest aflevert. Deze opleidingen kunnen eventueel gedeeltelijk gefinancierd worden in het kader van het project. Het zou wenselijk zijn dat de gemeente een deel van die begroting op zich nam.

2.2 Voorrang aan de opleiding

Zolang dat één van de hoofdlijnen van het programma de sensibilisering en de opleiding van de deelnemers en de tussenpersonen weergeeft, is het belangrijk de aandacht van de gemeenten te vestigen op de mogelijkheden die hen worden geboden wat betreft de opleiding en de sensibilisering in kwesties van veiligheid, woonbaarheid van de gebouwen en al dan niet recht-streekse gezondheidspreventie. Een verbetering van de opleiding van de entertainers op dit vlak zou hen moeten in staat stellen een informatieverstrekende rol te spelen voor het betrokken publiek.

2.3 Voorrang aan het verantwoordelijkheidsgevoel

Het verantwoordelijkheidsgevoel van het betrokken publiek bij de acties van het programma vormt een bepalend element in het proces van de sociale integratie en de samenleving. Dit element moet in de methodologie van de acties worden opgenomen om te waarborgen dat deze :

- het betrokken publiek toelaten zich in te schrijven in een gestructureerde activiteit die de continuïteit bevordert,
- leiden tot een goed resultaat voor het betrokken publiek (publicatie, tentoonstelling, openbaar vermaak, enz.),
- deelname van het publiek mogelijk maken bij de opmaak van het project en haar progressieve betrokkenheid bij haar beheer,
- het aanleren van de regels bevorderen.

F 3. Soorten acties

Animatie van de openbare ruimten :

* versterking van de bestaande animatie met het oog op deelname van het begunstigde publiek bij de totstandkoming en de controle van de activiteiten

* animatie van de openbare ruimten in openlucht (speelpleinen, metrostations, winkelcentra, enz.) door straat-opvoeders, door speelpleinanimatoren,...

* interculturele bijeenkomsten

* intergenerationele bijeenkomsten

* sportieve recreatie

* cultureel vermaak

* interspatiale animatie om mensen met verschillende sociale en culturele e.d. achtergronden samen te brengen (tornooien, bijeenkomsten tussert de verschillende gemeenten, enz.)

* projecten voor aanleg of verfraaiing van de lokalen in samenwerking met het begunstigde publiek

Inleiding tot de burgerzin

* voorlichting m.b.t. naturalisatie en gemeentediensten

* aanzetten tot solidariteit, o.a. door het houden van lokale socio-economische activiteiten

* bestrijding van asociaal gedrag

* dialoog en erkenning tussen de jongeren en de politie, de handelaren, enz.

* de symbolische ontdekking en het opnieuw eigen maken van de ruimte, door o.a. het assimileren van de sociale geschiedenis van de wijken

Het sensibiliseren van de deelnemers

* sensibilisering en opleiding van de deelnemers voor zaken die verband houden met de integratie en de samenleving : sociale contactpersonen, politieagenten, wijkagenten, sociale bemiddelaars, verantwoordelijken van medische diensten en van sociale diensten

* collectieve voorlichting en opleiding van het publiek en van de verantwoordelijken voor zaken van veiligheid, woonbaarheid van de woning, acties betreffende alle culturele aspecten van gastvrijheid (met inbegrip van de strijd tegen gettovorming)

* informatie en voorlichtingscampagnes die al dan niet rechtstreeks verband houden met gezondheid (dieetleer, tuberculose, suikerziekte, saturnisme, verslaving, enz.)

* buiten- en binnenschoolse acties : animatie in en rond de school, takenscholen, alfabetisering van de ouders in de Franse taal, sensibilisering van de lesgevers en de ouders voor alle praktijken die de slaagkansen van hun kinderen op school vergroten, aanmoediging van ouderverenigingen. De acties op dit vlak zullen worden bevoorrecht. Aan de aanverwante prioriteiten (gemengd karakter en verantwoordelijkheidsgevoel van de ouders) zal een bijzondere aandacht geschonken worden.

Brussel, 28 september 1995.

De Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Begroting,

H. HASQUIN

De Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Sociale Zaken,

Ch. PICQUE

Bijlage 1

Simulaties van verdeling van de toelagen voor integratie en samenleving

1. METHODOLOGIE

In het begin werden tien criteria gekozen.

Elk criterium, geselecteerd op basis van het NIS of het IRIS, is gecodeerd volgens de schijven in bijlage; aldus beschikt men over een algemene score; de optelling van die scores geeft ons een totaal dat men deelt door de score van elke gemeente; zo verkrijgen we een procentueel getal van de verdeling van de veranderlijke toelagen.

2. LIJST VAN DE BESCHIKBARE EN GECODEERDE VARIABELEN

1. Het aantal vreemdelingen van buiten de EEG - NIS 1994
2. Het gemiddeld inkomen per inwoner in duizend frank - NIS 1994
3. De werkloosheid - NIS 1994
4. Het percentage aan woningen van vóór 1946
5. De opcentiemen in procent van de Onroerende Voorheffing
6. Het aantal personen met bestaansminimum
7. Het aantal inwoners per woning
8. Waarde 1% opcentiemen op de Personenbelasting
9. Gemiddelde van de scores op het percentage en het aantal jongeren (Belgen en vreemdelingen) tussen 5 en 19 jaar - NIS 1994
10. Totale bevolking van de gemeente - NIS 1994

3. DE KWOTA VAN DE VARIABELEN

V1 - aantal vreemdelingen van buiten de EEG

- Minder dan 5000 = 0
- 5001 tot 10000 = 1
- 10001 tot 15000 = 2
- 15001 tot 20000 = 3
- + 20001 = 4

V2 - gemiddeld inkomen per inwoner in duizend frank - NIS 1990

- 100 tot 199 = 3
- 200 tot 299 = 2
- 300 tot 399 = 1
- 400 tot 499 = 0

V3 - de werkloosheid per 1000 inwoners;

- ≤ 60 = 0 punten
- ≤ 73 = 1 punt
- ≤ 86 = 2 punten
- > 86 = 3 punten

V4 - het percentage van woningen van vóór 1946; dit ligt gespreid tussen 66 en 93%.

I. Wij verkrijgen dus :

- 60 - 69 - 0 punten
- 70 - 79 - 1 punt
- 80 - 89 - 2 punten
- 90 - 99 - 3 punten

V5 - de waarde in percentage van de opcentiemen op de onroerende voorheffing

- 2 tot 2,99 = 3
- 3 tot 3,99 = 2
- 4 tot 4,99 = 1
- 5 of + = 0

V6 - het aantal personen met bestaansminimum; spreidt zich

II. personen met bestaansminimum

- 0 tot 199 - 0 punten
- 200 tot 399 - 1 punt
- 400 tot 599 - 2 punten
- 600 tot 799 - 3 punten
- 800 tot 999 - 4 punten
- > 1000 - 5 punten

V7 - het aantal inwoners per woning; het varieert van 1.70 tot 2.60

- 1.70/1.80 - 0 punten
- 1.90/2.00 - 1 punt
- 2.10/2.20 - 2 punten
- > 2.30 - 3 punten

V8 - waarde 1% opcentiemen bij de PB; deze varieert van 409 tot 809; de hogere waarde is vanzelfsprekend de welvaartsindex.

Wij krijgen dus :

- > 800 - 0 punten
- de 701 à 800 - 1 punt
- de 601 à 700 - 2 punten
- de 501 à 600 - 3 punten
- de 401 à 500 - 4 punten

V9 - Gemiddelde van de kwota's op het % en het aantal jonge Belgen en vreemdelingen tussen 5 en 19 jaar. Het gemiddelde tussen de kwota's maakt het mogelijk een evenwicht te vinden tussen de grote gemeenten en de kleine, wetende dat de numerieke variabele de grote gemeente eerder gunstig is, terwijl het percentage de kleine gemeenten bevoorrecht.

- % Belgische jongeren en vreemdelingen tussen 5 en 19 jaar

- < tot 4 = 2
- < tot 9 = 4
- < tot 14 = 6
- > tot 14 = 8

- aantal jongeren

- < tot 1.081 = 2
- < tot 5.836 = 4
- < tot 10.590 = 6
- > tot 10.590 = 8

V10 - totale bevolking; zij stijgt van 16.000 inwoners tot 136.000 inwoners; zo krijgen we :

- 10.000 - 29.999 - 0 punten
- 30.000 - 49.999 - 1 punt
- 50.000 - 69.999 - 2 punten
- 70.000 - 89.999 - 3 punten
- 90.000 - 109.999 - 4 punten
- > 110.000 - 5 punten

4. DE CIJFERS PER GEMEENTE

| gemeente | best. | INW/W | Werkl./ 1000 inw | PB | %<46 | # j 5-19 | % J 5 tot 19 jaar | 1 opcent. OV | VR. buiten EEG | ge- middeld inkomen |
|-------------|-------|-------|---------------------|-----|-------|-------------|-------------------------|--------------------|----------------------|---------------------------|
| Anderlecht | 520 | 2.00 | 72.00 | 573 | 68.00 | 5938 | 6.2 | 2.60 | 10390 | 314 |
| Brussel | 1464 | 1.90 | 71.00 | 599 | 75.00 | 12389 | 9.2 | 7.80 | 26358 | 288 |
| Etterbeek | 342 | 1.80 | 56.00 | 711 | 86.00 | 1917 | 4.9 | 3.30 | 3465 | 329 |
| Vorst | 129 | 2.00 | 74.00 | 681 | 77.00 | 3599 | 7.8 | 3.00 | 6249 | 337 |
| Elsene | 463 | 1.80 | 59.00 | 754 | 86.00 | 3583 | 5.0 | 4.00 | 9365 | 281 |
| Jette | 177 | 1.90 | 55.00 | 803 | 66.00 | 1067 | 2.7 | 2.50 | 2219 | 392 |
| Koekelberg | 87 | 1.90 | 72.00 | 702 | 77.00 | 1167 | 7.3 | 2.80 | 2463 | 338 |
| Molenbeek | 534 | 2.10 | 85.00 | 540 | 76.00 | 14330 | 21.1 | 2.30 | 17111 | 272 |
| Sint-Gillis | 809 | 1.70 | 93.00 | 409 | 96.00 | 4873 | 11.6 | 2.90 | 7341 | 240 |
| Sint-Joost | 264 | 2.60 | 90.00 | 423 | 93.00 | 3585 | 16.3 | 4.00 | 9050 | 184 |
| Schaarbeek | 1035 | 2.00 | 86.00 | 533 | 89.00 | 11751 | 11.5 | 2.30 | 24527 | 278 |
| | V6 | V7 | V3 | V8 | V4 | V9 | | V5 | V2 | V1 |

WISKUNDIG MODEL DAT VOORAFGING AAN DE SIMULATIE VAN DE VERDELING VAN DE TOELAGEN AAN DE GEMEENTEN VOOR INTEGRATIE EN SAMENLEVING.

5.1 In functie van de cijfers per gemeente werd een kwota tussen 0 en 5 punten toegekend voor alle 10 weerhouden variabelen, rekening houdend met het gemiddelde en de standaardafwijking.

Bijvoorbeeld : voor Schaarbeek bedraagt het aantal vreemdelingen van buiten de EEG 24.527; op de omzettabel hiernaast komt dit cijfer overeen met 4 (cf. Hoofdstuk 3 V1).

Zo telt men alle punten op die overeenstemmen met de variabelen van elke gemeente.

Daar de kabinetten onderling besloten om de 10 criteria samen te brengen, kwamen we tot de volgende scores :

- 21 voor Anderlecht
- 29 voor Brussel
- 11 voor Etterbeek
- 15 voor Vorst
- 16 voor Elsene
- 9 voor Jette
- 11 voor Koekelberg
- 27 voor Molenbeek
- 26 voor Sint-Gillis
- 26 voor Sint-Joost
- 33 voor Schaarbeek

5.3 Deze scores vormen samen een totaal van 224 punten. Aldus bepaalt men een percentage volgens het volgende principe :

21/224 voor Anderlecht, hetzij 9.4

29/224 voor Brussel, hetzij 12.9

11/224 voor Etterbeek, hetzij 4.9

15/224 voor Vorst, hetzij 6.7 enz.

5.4 Het bedrag bestaat uit een veranderlijk en een vast gedeelte. Het bestaan van een basisbedrag maakt het mogelijk een te grote verscheidenheid tussen de gemeenten te vermijden.

Dit basisbedrag is vastgesteld op 3 miljoen.

Het veranderlijk gedeelte wordt vermenigvuldigd met het percentage in punt 5.3 waarbij men het vast gedeelte van 3 miljoen optelt.

Bijvoorbeeld : Brussel-Stad aan $12.9 \times 63\,432\,292 + 3\,000\,000$, zijnde 11 212 216

5.5. Hetzelfde wiskundig model wordt gebruik welke ook het verschil in de bedragen moge wezen.

Bijlage 2

Lastenboek van de gemeentelijke coördinatoren

1. Beheer en coördinatie van de projecten Integratie en Samenleving, FIPI en de intercommunale projecten
2. Organisatie van de samenwerkingsverbanden en overeenkomsten met de andere gemeentebepalingen
 - * zorgen voor de complementariteiten
 - * de partnerschappen aanmoedigen
 - * dubbele tewerkstelling vermijden
 - * de overdracht van informatie van een middel naar een ander bevorderen
3. Technisch en administratief beheer
 - * opmaak van het gemeentelijk lastenboek
 - * ontvangst van de offerteaanvraag
4. Financieel beheer
 - * ontvangst en controle van de bewijsstukken
 - * overdracht van de bewijsstukken aan de betrokken besturen
 - * zich in constact stellen met de inspectiediensten van de Franse Gemeenschapscommissie
5. Opvolging van de projecten
 - * waken over de samenhang van de projecten inzake het lastenboek, de overeenkomsten en het besluitkader.
6. Organisatie van overlegvergaderingen
 - * maandelijks
 - * zesmaandelijks
7. Beoordeling van de projecten
 - * tussentijdse beoordeling
 - * eindbeoordeling
8. Briefing van de partners en mediatisering van het programma

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

Wetgevende Kamers — Chambres législatives

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

Openbare commissievergaderingen

[19114]

Maandag 12 februari 1996, om 14 uur

Werkgroep belast met het bestuderen van de drugsproblematiek

Hoorzittingen met de professoren J. Casselman (KUL), J. Pelc (Brugmann) en G. Reginster-Hanneuse (U.Lg.).

Dinsdag 13 februari 1996, om 10 u. 15 m. en om 14 uur

Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Amendementen van de heer Cortois.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

Réunions publiques des commissions

[19114]

Lundi 12 février 1996, à 14 heures

Groupe de travail chargé d'étudier la problématique de la drogue

Audition des professeurs J. Casselman (KUL), J. Pelc (hôpital Brugmann) et G. Reginster-Hanneuse (U.Lg.).

Mardi 13 février 1996, à 10 h 15 m et à 14 heures

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Amendements de M. Cortois.